

APRÈS LE 6 FÉVRIER ALGÉRIEN, LE CHOIX INÉLUCTABLE...

Un vieux proverbe affirme que: «*Gouverner c'est prévoir*». Il ne semble pas que Guy Mollet ait prévu l'accueil houleux que devait lui réserver, le 6 février, les Français d'Alger.

Poursuivi par une foule en proie à une hystérie raciste, hurlante à la mort à l'endroit du visiteur et de quelque cent vingt «*terroristes*» en attente d'exécution, Guy Mollet n'a pu gagner qu'à grand peine le Palais d'Eté, «*protégé*» par une police dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle se serait montrée beaucoup plus énergique si elle avait eu en face d'elle des grévistes français ou des «*suspects*» algériens.

Devant ce début d'émeute. Guy Mollet a cru devoir céder en débarquant son «*ministre-résident*», le général Catroux que, la veille encore, il assurait de sa «*totale solidarité*».

On a parlé de capitulation. Mais, embarqué dans une aventure improvisée, à demi-prisonnier d'une population européenne au bord de l'aventure sécessionniste, le chef du gouvernement de la République n'était peut-être pas tellement sûr de la fidélité des officiers «*républicains*» de l'armée d'Afrique...

Quant au général Catroux, son état et son grand âge me dispensent de tout commentaire à son endroit: plutôt que d'affronter les risques d'une mission périlleuse, il est plus raisonnable pour lui de se résigner à la fin commune aux généraux: celle de mourir dans son lit, chargé d'ans et d'honneurs. Passons.

Car, par delà les hommes politiques qui se succèdent, demeure le problème algérien.

Un problème insoluble dans la perspective des données où s'enlisent les responsables de la politique française.

Guy Mollet a prononcé - il convient de lui rendre cette justice - des paroles courageuses pour stigmatiser les agissements d'une poignée de féodaux colonialistes prêts à toutes les infamies pour conserver leurs monstrueux privilèges.

Mais, à la suite de quoi, il a aussi déclaré que «*l'Algérie était terre française*» et que «*la France se battra pour y demeurer*».

C'est revenir, par le biais, à cette fameuse intégration, chère à Soustelle, dont personne ne veut en Algérie - même pas ceux qui la réclament!

Ni les musulmans qu'un siècle de féroce exploitation a irréductiblement dressés contre la «*présence*» française. Le mensonge de «*la mission civilisatrice*» de la France s'illustre tragiquement à la lumière de ces chiffres cités par Guy Mollet lui-même à la tribune de la Chambre: le salaire légal des ouvriers agricoles varie de 327 francs à 340 francs par jour; sur neuf millions de musulmans, six vivent avec un revenu inférieur à 20.000 francs par an; autour des blanches demeures des Européens, les trois-quarts de la population indigène s'entassent dans d'inimaginables «*bidonvilles*». Une telle somme de misère - et de haine - accumulée fait qu'il est maintenant trop tard pour qu'aucune réforme sociale, même si les colonialistes y consentaient, puisse endiguer la révolte du peuple algérien.

Quant aux Français d'Algérie - responsables dans leur ensemble de ce monstrueux égoïsme racial dont ils

recueillent aujourd'hui les fruits amers - ils n'accepteraient une intégration... que dans la mesure où celle-ci s'assortirait de modalités qui permettraient à la minorité européenne de conserver la direction politique et économique du pays - c'est-à-dire la possibilité de continuer à faire impunément «*suer le burnous*».

Il faut regarder la réalité en face et comprendre: il y a en Algérie un million et demi d'Européens, dont beaucoup sont nés là-bas, ce qui explique pourquoi ils s'acrochent à cette terre devenue leur terre natale. Or, si parmi eux la majorité ne sont pas des colonialistes au sens économique du terme, à peu près tous, de par le climat psychologique qui s'est développé, ont acquis une mentalité raciste, le sentiment d'une supériorité raciale sur le vulgaire «*crouya*», mentalité qui fait d'eux une masse de manœuvre dont se servent les grands féodaux colonialistes.

Entre ces deux forces qui s'opposent, s'excluent et se heurtent en un combat sauvage, il est illusoire de rechercher les possibilités d'un «*dialogue*». Entre elles, un choix s'impose, inéluctable, qui exclut toute solution bâtarde - et en particulier celle du Collège unique «*assorti*» de modalités d'application (!) (Guy Mollet dixit).

Ou bien la France reconnaîtra au peuple algérien le droit de disposer de lui-même, en quel cas les Français devront se résigner à quitter l'Algérie - et, par un enchaînement logique, à plus ou moins brève échéance, toute l'Afrique.

Ou bien la France demeurera en Algérie en s'y imposant par la force des armes - jusqu'au jour où le sort changeant de celles-ci nous réservera quelques nouveaux Dien-Bien-Phu. N'y a-t-il aucune autre issue à ce drame? Si!

Par-delà les hurlements des racistes algériens réclamant le massacre des indigènes pour assurer leur «*présence*».

Par-delà les revendications «*d'indépendance nationale*», à la faveur desquelles les bourgeoisies autochtones espèrent succéder aux colonialistes dans l'exploitation de leurs propres peuples.

Par-delà les écœurantes clowneries où s'illustrent actuellement, pour s'arracher quelques sièges, les vertueux parlementaires, à la Félix Gouin et les pitres du matamore de Saint-Céré.

Il reste la SEULE VRAIE SOLUTION: celle d'une révolution sociale en France se prolongeant dans les ex-colonies et soudant dans une commune marche vers la conquête de la Liberté et du Bien-Etre les peuples métropolitain et indigènes.

Ne comptons pas sur Guy Mollet, ni sur le «*Front Républicain*» agonisant à peine né pour réaliser ce programme.

Seuls les peuples pourront l'imposer.

C'est à leur faire prendre conscience de cette finalité révolutionnaire que travaille la *Fédération Anarchiste*.

Maurice FAYOLLE.
